Cuba demande à l'ONU de mettre fin aux abus et à l'injustice du blocus américain

Image not found or type unknown

Nations Unies, 30 octobre (RHC) Le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodriguez, a exigé aujourd'hui la fin du blocus américain contre son pays, une action qui ne représente pas une concession pour l'île, mais qui équivaudrait à la fin des abus et de l'injustice.

Cuba dénonce les pressions américaines à l'ONU contre l'approvisionnement en carburant

Prensa Latina transmet ci-dessous l'intégralité du discours du ministre des Affaires étrangères devant l'Assemblée générale de l'ONU :

Monsieur le Président :

Distingués représentants permanents :

Chers délégués :

Pendant cinq jours, du vendredi 18 au mercredi 23 octobre, les familles cubaines ont été privées, sauf pendant quelques heures, d'électricité, avec l'angoisse que la nourriture se gâte et qu'il ne soit pas possible ou trop coûteux de la remplacer, et beaucoup d'entre elles n'avaient pas d'eau courante.

Les hôpitaux ont fonctionné dans l'urgence et les écoles et universités ont suspendu les cours. Les entités ont interrompu leurs activités et celles qui étaient essentielles n'ont maintenu que les activités vitales. L'économie s'est arrêtée.

Le 20 octobre, l'ouragan Oscar a frappé l'est du pays, dévastant Holguín et surtout Guantánamo, province où une base navale américaine empiète sur notre territoire. Malgré les efforts acharnés et efficaces de la défense civile cubaine, reconnue internationalement, 8 personnes sont mortes, dont une fillette de 5 ans, et 2 sont portées disparues.

Les municipalités d'Imías, de San Antonio del Sur, de Maisí et de Baracoa ont subi d'importants dégâts. Des photos satellites ont montré le pays plongé dans le noir et, en outre, soumis à des vents violents et à des pluies torrentielles.

La sérénité, la compréhension, la confiance, la conscience et la mobilisation de tout le peuple en solidarité avec les voisins et les personnes vulnérables, ainsi que les 52 000 ouvriers électriciens désintéressés et héroïques qui, loin de leurs familles, ont travaillé sans interruption et réalisé un exploit, avec notre parti, notre gouvernement, les forces armées révolutionnaires et le ministère de l'intérieur et les organes du pouvoir populaire, ont été impressionnants.

La cause principale de la défaillance du système électrique national a été le manque de combustible qui a affecté la production et provoqué l'instabilité liée à l'état précaire de nos centrales, deux conséquences directes des mesures extrêmes de guerre économique appliquées par le gouvernement des États-Unis depuis 2019, spécialement conçues pour empêcher l'approvisionnement en combustible et en pièces détachées pour l'entretien technique de nos centrales et installations électriques, ainsi que pour entraver l'investissement et l'accès au financement.

Nous avons surmonté le grave problème de l'électricité, mais la normalité pour les Cubains comprend des pannes prolongées et fréquentes qui affectent les foyers et les services fondamentaux.

La production d'électricité de notre pays dépend fortement des combustibles importés. Or, on sait que le gouvernement américain a appliqué une politique de pression maximale, en violation du droit international, visant à priver Cuba des approvisionnements en combustibles en provenance de pays tiers, par le biais de sanctions et d'intimidations contre les producteurs et les fournisseurs, les transporteurs et les assureurs. En un an seulement, le précédent gouvernement américain a sanctionné 53 navires et 27 entreprises associés à des livraisons à Cuba.

Les dommages causés à l'économie cubaine par 18 jours de blocus s'élèvent à 252 millions de dollars. Cet argent que notre pays perd ou cesse de recevoir suffirait à assurer la maintenance de nos centrales thermoélectriques, à acquérir les pièces détachées qui assureraient le fonctionnement normal de ces centrales et à éviter les coupures d'électricité.

Les dommages causés par 5 mois de blocus sont équivalents au total des importations annuelles cubaines de carburant, qui s'élèvent en moyenne à 2 milliards de dollars.

L'administration du président Joseph Biden déclare souvent que sa politique consiste à « aider et soutenir le peuple cubain ». Qui peut croire cela ?

Nous sommes profondément reconnaissants pour les importantes expressions de solidarité avec Cuba et les offres de coopération reçues ces derniers jours de la part de nombreuses nations et de divers acteurs.

Monsieur le Président :

L'économie cubaine a connu des difficultés sans précédent ces dernières années, avec un impact critique sur le bien-être de la population. Notre peuple en souffre quotidiennement. Notre gouvernement travaille sans relâche pour trouver des solutions à un tel défi. C'est une obligation incontournable et extrêmement difficile.

Les causes de cette situation sont diverses, comme elles peuvent l'être pour n'importe quel pays. Elles sont à la fois internes, mais découlent aussi d'événements internationaux qui dépassent notre capacité d'action.

Ce qui est unique, ce qui est extraordinaire en ce qui concerne Cuba, c'est la volonté délibérée des États-Unis d'asphyxier l'économie nationale, de saboter et de dresser des obstacles importants sur la voie de notre croissance et de notre développement.

Ce qui est unique, ce qui est extraordinaire en ce qui concerne Cuba, c'est la détermination délibérée des États-Unis à étouffer l'économie nationale, à saboter et à placer des obstacles importants sur la voie de notre croissance et de notre développement.
Aucun pays, même ceux dont l'économie est beaucoup plus robuste que celle de Cuba, ne pourrait faire face à une agression aussi brutale, asymétrique et étalée dans le temps sans que le niveau de vie de sa population n'en pâtisse considérablement.
Les États-Unis cherchent à envoyer un message de châtiment.

Avec le blocus économique contre Cuba, l'impérialisme avertit le monde entier que toute nation qui ose défendre fermement sa souveraineté et construire son propre avenir paiera le prix de sa rébellion.

Personne ne peut douter de la capacité des États-Unis à frapper avec une force dévastatrice l'économie de n'importe quel pays.
Dans le cas de Cuba, ils le font depuis 64 ans.

Les États-Unis savent parfaitement qu'ils violent la Charte des Nations unies et le droit international par cette agression impitoyable.
Ils savent qu'ils contreviennent aux règles du commerce international et de la navigation. Ils appliquent ou menacent de prendre des mesures coercitives à l'encontre des citoyens de n'importe quel pays, de leurs entreprises et de leurs institutions financières, s'ils commercent ou entretiennent des relations économiques avec Cuba.

Quiconque lit la tristement célèbre loi Helms-Burton des États-Unis verra comment cette législation oblige le président et ses institutions gouvernementales à exercer des pressions sur d'autres pays, à interférer dans leurs relations avec Cuba, à étendre son bras coercitif de manière extraterritoriale et à l'imposer à l'intérieur des frontières des autres États membres de cette Organisation.

Le blocus contre Cuba est une guerre économique, financière et commerciale et peut être qualifié de crime de génocide. Il s'agit d'une violation flagrante, massive et systématique des droits de l'homme de notre peuple. Il s'agit du système de mesures coercitives unilatérales le plus complet, le plus global et le plus prolongé jamais appliqué à un pays dans l'histoire.
Que serait Cuba aujourd'hui si elle avait pu compter sur les 164 milliards de dollars dont le blocus nous a privés depuis son imposition ? Ce préjudice s'élève à 1 000 milliards 499 milliards 710 millions de dollars, si l'on tient compte du comportement du dollar par rapport à la valeur de l'or.
Ce qui est surprenant, c'est que dans ces conditions extrêmes, Cuba a construit une œuvre sociale reconnue dans le monde entier et a protégé la vie des Cubains et des Cubaines, avec l'engagement invariable de n'abandonner ni d'exclure personne.
Monsieur le Président :
Depuis 2017, la précédente administration américaine a commencé à imposer des mesures coercitives supplémentaires contre Cuba pour renforcer encore le blocus économique.
Il s'agissait d'un engagement politique annoncé par le président de l'époque dès son élection, visant à annuler les progrès discrets dans les relations bilatérales que Cuba et les États-Unis ont connu entre 2015 et 2016.
Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, ces mesures ont pris une dimension extrême, encore plus perverse et néfaste, allant jusqu'à entraver l'achat d'oxygène et de ventilateurs pulmonaires.
Le président Joseph Biden, avec un mimétisme surprenant, a laissé intact le régime coercitif de son prédécesseur et l'a appliqué en pleine conscience de ses conséquences dévastatrices pour les familles cubaines.
Sous sa présidence, le blocus a causé à Cuba des pertes de plus de 16 milliards de dollars. Cela signifie que chaque jour où cette politique criminelle est en vigueur coûte à notre pays 14 millions de dollars.
Il s'agit de montants exorbitants pour n'importe quelle nation, et encore plus pour une petite économie insulaire en développement, sans grandes ressources naturelles, comme c'est le cas de Cuba.
Le rapport détaillé présenté par le secrétaire général des Nations unies, en vertu de la résolution 78/7, qui contient les précieuses contributions de 183 États membres et de 35 agences, fonds et programmes du système des Nations unies, démontre clairement les terribles conséquences du blocus sur la population et l'économie cubaines et, en raison de son effet extraterritorial, sur d'autres pays.
Cela se traduit par la détérioration et l'instabilité des services et fournitures de base dont les Cubains ont pu bénéficier pendant des décennies, grâce à des politiques d'équité et de justice sociale, notamment l'électricité, la santé, l'éducation, l'approvisionnement en eau, les services communautaires, les transports publics, la production alimentaire et les médicaments, autant d'éléments qui requièrent et pour lesquels les maigres ressources financières du pays ne suffisent pas.
Plus de 80 % de notre population n'a connu qu'un Cuba sous blocus. Tous les jeunes Cubains ont dû vivre dans un pays sous blocus. La famille cubaine souffre du malaise et de la douleur de la séparation artificiellement imposée par des mesures inhumaines qui affectent tout le monde et se traduisent par des taux d'émigration élevés. Il serait impossible d'ignorer que le renforcement extrême du blocus est la principale raison qui a conduit un grand nombre de personnes à quitter le pays.

Plus de 80 % de notre population n'a connu qu'un Cuba sous blocus. Tous les jeunes Cubains ont dû vivre dans un pays sous blocus. La famille cubaine souffre du malaise et de la douleur de la séparation artificiellement imposée par des mesures inhumaines qui affectent tout le monde et se traduisent par des taux d'émigration élevés. Il est impossible d'ignorer que le durcissement extrême du blocus est la principale raison qui a poussé un nombre important de jeunes Cubains à opter pour des moyens temporaires ou permanents d'épanouissement personnel en dehors de l'île, ce qui a un impact

dévastateur sur les familles et la patrie.
Monsieur le Président :
Le droit à l'alimentation est un droit de l'homme. Le coût cumulé de 4 mois de blocus économique équivaut à 1,6 milliard de dollars. Ce montant permettrait d'assurer, pendant un an, la fourniture à toutes les familles cubaines du panier alimentaire standard dont la population a bénéficié pendant des décennies et qui, aujourd'hui, ne suffit pas à satisfaire tous les besoins, mais répond à ceux qui sont indispensables, à des prix fortement subventionnés.
Les mesures de blocus se traduisent par l'éternelle agonie de la recherche de ressources pour payer les livraisons ponctuelles que le pays contracte et qui sont si nécessaires à la consommation de la population.
Le blocus économique prolongé a également un impact très grave sur la production alimentaire à Cuba, entravant la disponibilité de carburant, de semences, d'engrais, d'aliments pour animaux, de pesticides et d'autres intrants, en plus des difficultés déjà décrites pour le transport et la disponibilité de l'électricité.
On sait, puisque les États-Unis le manipulent jusqu'à l'épuisement et que vous l'entendrez certainement de la bouche de leur représentant dans les prochaines minutes, qu'en vertu de dispositions légales datant de l'an 2000, le gouvernement de ce pays permet, dans le cadre de l'interdiction absolue d'exporter vers Cuba, qu'à titre exceptionnel, des denrées alimentaires soient exportées par le biais de licences.
Il s'agit de ventes à sens unique soumises à des limitations extraordinaires, notamment l'interdiction de tout type de crédit ou de financement pour ces transactions.
La licence n'est accordée que pour les ventes au comptant et à l'avance. Les produits ne peuvent être transportés que sur des navires américains, qui reviennent vides à leur port d'origine.
Compte tenu de la nécessité de couvrir les besoins de consommation alimentaire de la population, Cuba utilise depuis des années cette possibilité limitée, malgré ses conditions draconiennes. Mais ces transactions pourraient devenir de véritables échanges commerciaux et être beaucoup plus dynamiques si le blocus n'existait pas.
Le gouvernement qui autorise ces ventes prive Cuba des ressources financières dont elle a besoin pour importer, y compris des denrées alimentaires ou des intrants pour l'industrie alimentaire, de n'importe quel pays du monde, et pas seulement des États-Unis.

Le droit humain à la santé devrait être sacré. Cuba est capable de produire près de 60 % de ses médicaments de base. Ce potentiel n'a pas été garanti ces dernières années en raison de l'intensification extrême des mesures contre notre pays, qui ont coûté des vies, augmenté la mortalité infantile et réduit l'espérance de vie des Cubains.
Il suffirait de compter sur l'argent dont Cuba est privée avec 25 jours de blocus, soit 339 millions de dollars, pour garantir pendant un an la production et la disponibilité d'antibiotiques, d'analgésiques, d'hypotenseurs et de nombreux autres médicaments essentiels dont nos malades, y compris les enfants, les personnes âgées et les femmes enceintes, ont besoin.
Avec 12 millions de dollars, Cuba pourrait acheter l'insuline nécessaire à tous nos diabétiques. En un seul jour, le blocus entraîne des pertes supérieures à ce montant.
Les dommages causés par 9 jours de blocus équivalent aux 129 millions de dollars nécessaires pour importer le matériel médical consommable utilisé annuellement dans notre pays, y compris le coton, les seringues, les cathéters, les aiguilles et les sutures, entre autres fournitures et tous les réactifs nécessaires au système national de santé.
15 minutes de blocus signifient une perte de 144 000 dollars pour Cuba, soit l'argent dont nous avons besoin pour acquérir les prothèses nécessaires à nos enfants et adolescents souffrant de déficiences auditives.

Il est toujours impossible d'accéder aux équipements médicaux, aux traitements et aux médicaments appropriés des entreprises américaines, que nous devons acheter à des prix exorbitants auprès d'intermédiaires, ou les remplacer par des génériques moins efficaces, même pour les nouveau-nés et les enfants malades.

Le gouvernement américain est parfaitement conscient de l'impact direct et indirect de sa politique sur le système de santé cubain. Il est conscient de la souffrance et de l'angoisse qu'elle provoque, ainsi que des conséquences en termes de traitements incomplets, d'interventions chirurgicales reportées et de pénurie de matériel de santé. Il ne peut cacher que son but, en toute conscience, est de nuire à la population.
Monsieur le Président :
Aucun gouvernement ne devrait avoir pour politique d'appauvrir et de provoquer des pénuries dans une autre nation, et encore moins dans un pays voisin qui n'a pas de mesures en vigueur contre le sien. Il s'agit d'une punition collective proscrite par le droit international et le droit humanitaire international.
Parmi les mesures de renforcement du blocus appliquées ces dernières années, la décision américaine d'inscrire Cuba sur une liste du département d'État qui classe arbitrairement les pays comme soutenant le terrorisme se distingue par son caractère calomnieux et les énormes dommages économiques et humanitaires qu'elle cause indirectement.
En revanche, la tolérance et l'indifférence du gouvernement américain à l'égard des individus et des groupes qui organisent, financent et mènent des actions violentes et terroristes contre Cuba depuis le territoire américain persistent. En témoigne la récente libération par les autorités judiciaires américaines d'un individu qui, le 30 avril 2020, en pleine rue, a tiré 32 cartouches de mitrailleuse sur l'ambassade de Cuba à Washington DC.
Cette liste n'a aucune légitimité. Elle ne contribue en rien à l'effort international contre le terrorisme. Il s'agit d'un instrument de coercition politique par le biais d'actions économiques punitives et menaçantes.

La présence d'un pays sur cette liste active automatiquement une série de mesures coercitives qui, dans le cas de Cuba, s'ajoutent au blocus déjà existant. Parmi ces mesures figure la capacité d'intimider les institutions financières d'autres pays qui craignent des représailles de la part des États-Unis s'ils entretiennent des relations avec Cuba.
Depuis le début du mandat du président Biden, 1 064 banques étrangères ont refusé de fournir des services à des entités cubaines par crainte d'amendes américaines.
Les services bancaires sont refusés à nos ressortissants dans de nombreux pays, simplement parce qu'ils sont citoyens cubains, ce qui est profondément discriminatoire.
Les citoyens des pays qui jouissent de ce privilège se voient également refuser le bénéfice du visa électronique accéléré (ESTA) pour entrer aux États-Unis, simplement parce qu'ils se rendent à Cuba.

L'année dernière, plus de 300 000 citoyens européens ayant visité Cuba se sont vu refuser ces visas accélérés. Pour amplifier l'effet d'intimidation, les listes des personnes refusées sont rendues publiques.
Les États-Unis cherchent par tous les moyens à empêcher le redressement de Cuba en frappant le tourisme, source majeure de revenus. Ils estiment avoir le droit d'imposer aux ressortissants d'autres nations les pays qu'ils ne peuvent pas visiter, sous peine de représailles.
Il utilise la liberté de voyager de ses citoyens et de ceux des autres nations comme une arme politique. Le gouvernement des États-Unis sait très bien que Cuba ne sponsorise pas le terrorisme et n'a aucun lien avec lui. La présence de notre pays sur cette liste, outre qu'elle est totalement injustifiée, témoigne de l'absence d'arguments politiques ou éthiques pour justifier la guerre économique qu'ils nous imposent.

L'actuel Président des Etats-Unis a hérité de cette décision néfaste prise par son prédécesseur 9 jours avant de quitter la Maison Blanche. Mais le Président Biden a toutes les prérogatives pour signer à tout moment un document excluant Cuba de cette liste fallacieuse, où elle n'aurait jamais dû figurer. Ce serait la chose à faire sur le plan moral et juridique.
La communauté internationale reconnaît largement que Cuba n'est pas un pays terroriste. Plusieurs déclarations de gouvernements, de partis, de parlements, de mouvements de solidarité, d'associations de Cubains vivant à l'étranger, d'organisations internationales et d'initiatives signées par d'anciens présidents, des membres du Congrès américain, des journalistes et des intellectuels ont exigé le retrait de Cuba de la liste des prétendus États soutenant le terrorisme. De même, nous rappelons la déclaration

signée par 123 pays dans un but similaire dans le cadre du Conseil des droits de l'homme.

(EN) Monsieur le Président, au cours de l'année écoulée, le gouvernement américain a annoncé des mesures :
Au cours de l'année écoulée, le gouvernement américain a annoncé des mesures qu'il a présentées au public comme un soi-disant allègement du blocus économique. Personne ne doit être induit en erreur. Ce n'est pas le cas. Dans un but politique évident, il a proclamé des exceptions dans le vaste ensemble d'interdictions et de représailles pour soi-disant offrir des opportunités au secteur privé de l'économie cubaine.
Il s'agit d'une démarche stérile et trompeuse. Aucune de ces mesures n'est réellement en vigueur et elles sont inapplicables.
Le petit entrepreneur privé cubain subit lui aussi les conséquences du blocus, tout comme l'ensemble de la population. Les prétendues opportunités se heurtent à des réglementations et à des interdictions qui visent à paralyser l'économie cubaine.

Notre gouvernement encourage le développement harmonieux de toutes les formes de gestion, y compris les petites et moyennes entreprises privées et publiques. Cuba est unique et son système économique l'est aussi. Les États-Unis n'ont pas le droit de s'immiscer dans notre ordre constitutionnel et notre modèle économique en transformation, ni d'intervenir dans les affaires intérieures de notre pays, ni dans celles d'aucun autre pays.
Le blocus économique n'est pas le seul instrument d'agression des États-Unis contre Cuba. Il est accompagné et complété par une puissante machinerie toxique et généreusement financée de guerre cognitive ou non conventionnelle, de désinformation systématique, de fomentation de la confusion, d'incitation à la violence et de promotion de l'apathie, du pessimisme et de la méfiance.

Avec cette opération de communication de discrédit permanent, ils tentent cyniquement de rendre le gouvernement cubain responsable de l'impact causé, intentionnellement, par le siège américain sur notre population, dans le but d'un changement de régime, d'une domination, d'un effondrement économique et d'une explosion sociale, en suivant le même schéma que l'infâme mémorandum du sous-secrétaire d'État Lester Mallory, daté du 12 avril 1960, dont je citerai un extrait :
« La majorité des Cubains soutiennent Castro. Il n'y a pas d'opposition politique efficace... Le seul moyen prévisible d'aliéner le soutien intérieur est le désenchantement et le mécontentement basés sur l'insatisfaction économique et les difficultés... Tous les moyens possibles doivent être rapidement adoptés pour affaiblir la vie économique de Cuba... Une ligne de conduite qui, aussi habile et discrète soit-elle, fera les plus grandes percées possibles pour priver Cuba d'argent et de fournitures, réduire les salaires monétaires et réels, provoquer la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement. »
Jusqu'à quand, Messieurs, laissons vivre Cuba, vivons en paix ! Que Cuba vive ! Laissez Cuba vivre en paix !
Monsieur le Président :

Dans quelques jours, des élections présidentielles auront lieu aux États-Unis. Le gouvernement qui l'emportera aura l'occasion de décider s'il poursuit l'approche infructueuse et les mesures d'encerclement inhumaines des six dernières décennies ou s'il écoute enfin, démocratiquement, son propre peuple ainsi que l'écrasante majorité de la communauté internationale et s'il permet à notre pays de développer son plein potentiel et ses capacités réelles.
Quoi qu'il en soit, vous trouverez du côté de Cuba une ferme détermination à défendre son droit souverain à construire son propre avenir, indépendant, socialiste, libre de toute ingérence étrangère et attaché à la paix, au développement durable, à la justice sociale et à la solidarité.
Vous constaterez également une volonté de s'engager dans un dialogue sérieux et responsable, de progresser vers une relation constructive et civilisée, fondée sur l'égalité souveraine, le respect mutuel et

le bénéfice mutuel pour les deux peuples, tout en étant conscients des profondes divergences politiques entre nos gouvernements.
Notre peuple et notre gouvernement apprécient profondément et sont très reconnaissants pour toutes les précieuses expressions de soutien et de solidarité. La dénonciation du blocus a été l'une des questions les plus fréquemment mentionnées dans le débat lors du récent segment de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies. Aucun pays ne s'est prononcé en faveur de la politique criminelle imposée à Cuba.

Ils se sont exclamés : « Cuba n'est pas seul !
Elle est également de plus en plus exprimée aux États-Unis, y compris par les Cubains qui y vivent et leurs descendants.
Monsieur le Président :
Mesdames et Messieurs les représentants permanents :
Chers délégués :
Depuis 1992, cette Assemblée s'est prononcée sans équivoque en faveur de la levée du blocus. Les raisons de cet appel sont aussi valables aujourd'hui qu'elles l'étaient à l'époque, si ce n'est plus.
Bientôt, les écrans électroniques de cette salle s'allumeront et vous, représentant vos nations, enregistrerez une fois de plus la position sur le blocus contre Cuba.
En votant pour, vous réaffirmerez le droit de notre peuple et de tous les peuples à défendre leur indépendance, leur souveraineté et leur autodétermination, sans ingérence ou intervention étrangère.

En appuyant sur le bouton vert de votre bureau, vous confirmerez, comme cela a déjà été le cas à 31 reprises, que le blocus contre Cuba constitue une violation flagrante de la Charte des Nations unies et du droit international et qu'il doit cesser.
Le soutien à notre résolution enverra un message fort et un appel clair au président actuel et au prochain président de ce pays pour qu'ils utilisent leurs prérogatives exécutives afin de réparer la grave injustice commise à l'encontre de notre peuple.
Ce que la résolution exige des États-Unis n'est pas une concession à Cuba ; elle ne demande pas un acte généreux ou un traitement préférentiel. Il s'agit simplement de mettre fin aux abus et à l'injustice.

Cuba a le droit de vivre sans blocus ! Les Cubains disent au président Biden : mettez fin au blocus !
Les défis colossaux ne nous découragent pas. Comme l'a dit le commandant en chef Fidel Castro Ruz : « Nous continuerons à résister aux conséquences du blocus, qui sera un jour vaincu par la dignité des Cubains, la solidarité des peuples et l'opposition quasi absolue des gouvernements du monde, ainsi que par le rejet croissant du peuple américain ».
Fin de citation.
Le soutien à la résolution sera également une juste reconnaissance de la résistance héroïque du peuple cubain, noble, digne et solidaire. En son nom, je vous demande respectueusement de voter en faveur du projet L.6, intitulé « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé par les Etats-Unis d'Amérique à Cuba ».
Je vous remercie de votre attention.

En appuyant sur le bouton vert de votre bureau, vous confirmerez, comme cela a déjà été le cas à 31 reprises, que le blocus contre Cuba constitue une violation flagrante de la Charte des Nations unies et du droit international et qu'il doit cesser.
Le soutien à notre résolution enverra un message fort et un appel clair au président actuel et au prochain président de ce pays pour qu'ils utilisent leurs prérogatives exécutives afin de réparer la grave injustice commise à l'encontre de notre peuple.
Ce que la résolution exige des États-Unis n'est pas une concession à Cuba ; elle ne demande pas un acte généreux ou un traitement préférentiel. Il s'agit simplement de mettre fin aux abus et à l'injustice.

Cuba a le droit de vivre sans blocus ! Les Cubains disent au président Biden : mettez fin au blocus !
Les défis colossaux ne nous découragent pas. Comme l'a dit le commandant en chef Fidel Castro Ruz : « Nous continuerons à résister aux conséquences du blocus, qui sera un jour vaincu par la dignité des Cubains, la solidarité des peuples et l'opposition quasi absolue des gouvernements du monde, ainsi que par le rejet croissant du peuple américain ».
Fin de citation.
Le soutien à la résolution sera également une juste reconnaissance de la résistance héroïque du peuple cubain, noble, digne et solidaire. En son nom, je vous demande respectueusement de voter en faveur du projet L.6, intitulé « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé par les Etats-Unis d'Amérique à Cuba ».
Je vous remercie de votre attention.

En appuyant sur le bouton vert de votre bureau, vous confirmerez, comme cela a déjà été le cas à 31 reprises, que le blocus contre Cuba constitue une violation flagrante de la Charte des Nations unies et du droit international et qu'il doit cesser.
Le soutien à notre résolution enverra un message fort et un appel clair au président actuel et au prochain président de ce pays pour qu'ils utilisent leurs prérogatives exécutives afin de réparer la grave injustice commise à l'encontre de notre peuple.
Ce que la résolution exige des États-Unis n'est pas une concession à Cuba ; elle ne demande pas un acte généreux ou un traitement préférentiel. Il s'agit simplement de mettre fin aux abus et à l'injustice.

Cuba a le droit de vivre sans blocus ! Les Cubains disent au président Biden : mettez fin au blocus !
Les défis colossaux ne nous découragent pas. Comme l'a dit le commandant en chef Fidel Castro Ruz : « Nous continuerons à résister aux conséquences du blocus, qui sera un jour vaincu par la dignité des Cubains, la solidarité des peuples et l'opposition quasi absolue des gouvernements du monde, ainsi que par le rejet croissant du peuple américain ».
Fin de citation.

Le soutien à la résolution sera également une juste reconnaissance de la résistance héroïque du peuple cubain, noble, digne et solidaire. En son nom, je vous demande respectueusement de voter en faveur du projet L.6, intitulé « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé par les Etats-Unis d'Amérique à Cuba ».
Je vous remercie de votre attention.

---

https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/368665-cuba-demande-a-lonu-de-mettre-fin-aux-abus-et-a-linjustice-du-blocus-americain

Radio Habana Cuba